



**Réaliser une analyse conjointe
Humanitaire-Développement-Paix (HDP)
dans les zones de convergence Nexus**

—

NOTE METHODOLOGIQUE

Juillet 2022

TABLE DE MATIERES

<i>LISTE DES ACRONYMES</i>	3
1. JUSTIFICATION	4
2. METHODOLOGIE	5
2.1 PRINCIPALES QUESTIONS DE RECHERCHE	6
2.1.1 COMPRENDRE LES FACTEURS DE LA CRISE	6
2.1.2 COMPRENDRE L'IMPACT DE LA CRISE	9
2.1.3 COMPRENDRE LES CAPACITES ET REPONSES EXITANTES DANS LA COMMUNE	10
2.2 PROCESSUS METHODOLOGIQUE	11
2.2.1 IDENTIFICATION DES SPÉCIFICITÉS DU CONTEXTE AVEC LE GROUPE D'EXPERTS LOCAUX	11
2.2.2 CARTOGRAPHIE DES ACTEURS, DES INTERVENTIONS ET DES ANALYSES EXISTANTES	12
2.2.3 ANALYSE DES DONNÉES EXISTANTES DANS LA PLATE-FORME DEEP	13
2.2.4 IDENTIFICATION DES DONNEES MANQUANTES AVEC LE GROUPE D'ANALYSE CONJOINTE	17
2.2.5 COLLECTE DES DONNEES MANQUANTES	18
2.2.6 REDACTION DU RAPPORT ET DISCUSSION DES RESULTATS AVEC LE GROUPE D'ANALYSE CONJOINTE	19
2.2.7 ATELIER DE VALIDATION AU SEIN DE LA COMMUNE	19
2.2.8 RAPPORT FINAL	20
3. BIBLIOGRAPHIE	21
4. ANNEXES	22
Annexe 1 : Structure du rapport d'analyse conjointe	22
Annexe 2 : Analyse de conflits	23
Annexe 3 : Questions de recherche concernant les personnes déplacées	25
Annexe 4 : Exemple de Logone-Birni - Liste des documents analysés	27
Annexe 5 : Où trouver l'information ?	29

LISTE DES ACRONYMES

BM	Banque mondiale
CCA	Bilan commun de pays (<i>Common Country Assessment CCA</i>)
CEA	Engagement communautaire et redevabilité (<i>Community Engagement and Accountability CEA</i>)
CDA	Analyse des conflits et du développement (<i>Conflict and Development Analysis</i>)
CH/CR	Coordonnateur humanitaire / Coordonnateur résident des Nations Unies
GRAF	Cadre mondial d'évaluation des risques
EHP	Equipe humanitaire du pays (<i>Humanitarian Country Team HCT</i>)
HDP	Humanitaire, développement, consolidation de la paix
HNO/HRP	Aperçu des besoins humanitaires / Plan de réponse humanitaire
IASC	Comité permanent inter-organisations (<i>Inter-Agency Standing Committee IASC</i>)
MSNAs	Evaluations des besoins multisectoriels (<i>Multi-Sector Needs Assessment</i>)
OCHA	Bureau de Coordination des Affaires Humanitaires des Nations Unies
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economiques
OCDE-DAC	Comité d'Aide au Développement de l'OCDE
ODD	Objectifs de développement durable
OIT	Organisation Internationale du Travail
ONU	Organisation des Nations Unies
PDI	Personnes déplacées internes
RPC	Stratégie de relèvement et de consolidation de la paix dans les régions du Septentrion et de l'Est du Cameroun 2018–2022
RPBA	Évaluation pour le relèvement et la consolidation de la paix
RRA	Évaluation de la résilience aux risques
RSA	Analyse du système de résilience (<i>Resilience System Analysis</i>)
SERA	Suivi, évaluation, responsabilité et apprentissage
TF	Task Force
UE	Union européenne
VRA	Analyse des risques et des vulnérabilités

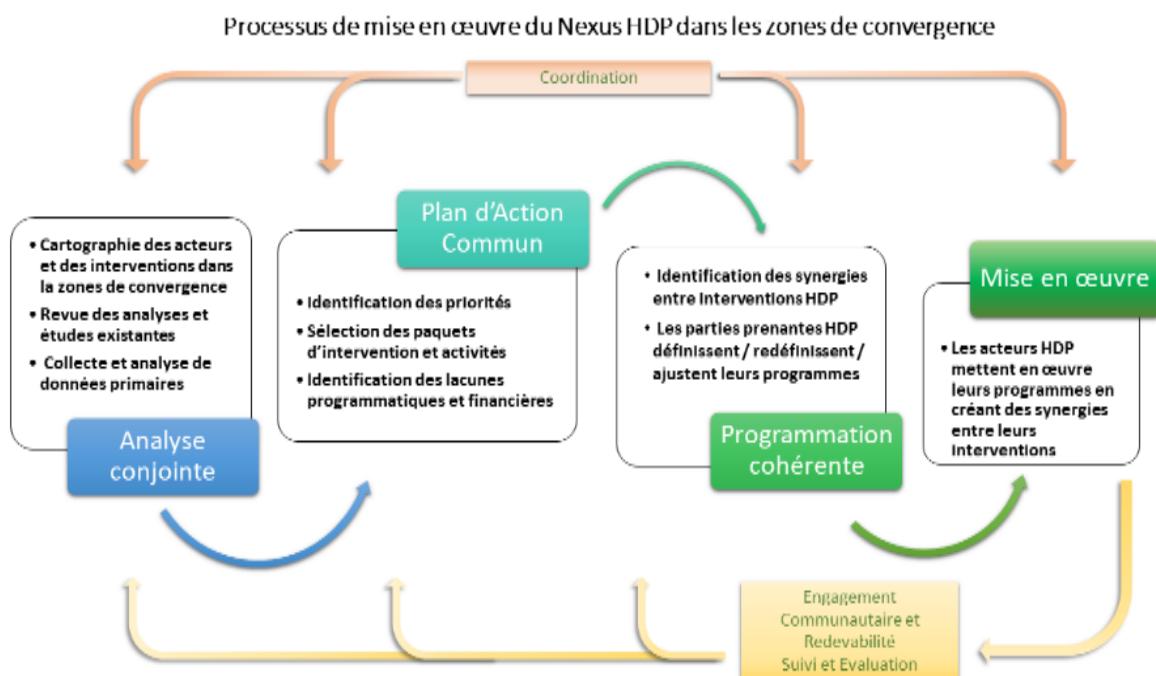
1. JUSTIFICATION

Les acteurs humanitaires, de développement et de consolidation de la paix (HDP) mènent généralement leurs analyses à partir de leur propre spectre de compréhension. En effet, les acteurs ont besoin de différents types d'informations en fonction de leur mandat. Ils mènent leurs enquêtes dans le but d'informer et de planifier leur propre programmation¹. Les différentes analyses/études sont donc menées en vase clos, ne s'informent pas et ne se complètent pas. Lorsque les organisations effectuent une analyse contextuelle plus large pour informer un examen de sensibilité aux conflits de leurs opérations, les résultats sont rarement partagés en dehors de l'organisation. En conséquence, dans les zones touchées par des crises, de nombreuses analyses sont réalisées au niveau de la même zone géographique, mais sans cadre général pour relier ces ensembles de données d'une manière qui favoriserait une compréhension globale des risques, des besoins et des vulnérabilités auxquels sont confrontées les communautés. En outre, ces analyses n'intègrent pas systématiquement les connaissances locales.

L'un des principaux défis que le Nexus HDP vise à relever est de réduire la nécessité et la durée de l'aide humanitaire en promouvant des solutions durables. Pour relever ce défi, les acteurs du Nexus HDP doivent d'abord développer une compréhension commune de la situation actuelle, par le biais d'une analyse conjointe dans chaque zone de convergence² choisie par les Task Force régionales.

L'objectif de l'analyse est de fournir une compréhension commune des facteurs de conflit et de l'impact sur les communautés, ainsi que de mettre en lumière les capacités, les ressources et les atouts existants au niveau local pour répondre à ces besoins et vulnérabilités.

L'analyse conjointe est la première étape du processus d'opérationnalisation du Nexus au niveau local. Elle fournira des recommandations clés qui permettront d'identifier les lacunes et les priorités dans chaque zone de convergence. Ces priorités seront ensuite reflétées dans le plan d'action commun.



¹ Les évaluations de projets humanitaires se focalisent de manière générale uniquement sur les besoins humanitaires pendant que les acteurs de consolidation de la paix analysent les aspects liés aux facteurs de conflit etc.

² [12 zones de convergence Nexus ont été priorisées dans l'Extrême-Nord, le Nord, l'Adamaoua et l'Est en 2022.](#)

2. METHODOLOGIE

Cette section présente les principales questions de recherche ainsi que le processus méthodologique de l'analyse conjointe.

La méthodologie de l'analyse conjointe s'inspire d'un ensemble de cadres analytiques déjà existants, notamment l'[Evaluation pour le relèvement et la consolidation de la paix \(RPBA\)](#) [Banque Mondiale (BM), Union européenne (UE), Organisation des Nations Unies (ONU)], l'[outil d'analyse des conflits et du développement](#) [ONU], le [Bilan commun de pays \(CCA\)](#) [ONU], le [Cadre mondial d'évaluation des risques \(GRAF\)](#) [UNDRR], l'[Analyse du système de résilience](#) [OCDE], le [Guide pour les solutions durables pour les personnes déplacées internes](#) [IASC], le [Guide sur la Sécurité humaine](#) [UN Trust Fund for Human Security], et l'[Analyse des risques et des vulnérabilités](#) [Oxfam], l'[Analyse de la paix et des conflits : Orientations pour la programmation par l'OIT dans des contextes de fragilité et de conflit](#) [OIT].

Par ailleurs, cette méthodologie a été rédigée en parallèle avec la première analyse conjointe au Cameroun, réalisée pour le Logone-Birni entre février et juin 2022. Ainsi, les expériences et les leçons tirées de ce premier pilote ont enrichi ce document méthodologique.

Ce document est uniquement destiné à servir de guide. Le processus d'analyse conjointe peut varier en fonction du lieu et du contexte ainsi que de la disponibilité des ressources humaines et financières.

Les analyses conjointes doivent être guidées par les principes fondamentaux et interdépendants suivants :

- **Sensibilité aux conflits** : La sensibilité au conflit, ou ne pas nuire, est l'un des principes fondamentaux pour l'opérationnalisation de l'approche Nexus HDP³. Ce principe est fondé sur les prémisses suivantes : « lorsqu'une intervention entre dans un contexte, elle devient partie de ce contexte »⁴ et a un impact – positif ou négatif sur ce contexte et sur les conflits ouverts ou latents qui le caractérisent. La sensibilité au conflit nécessite d'acquérir une bonne compréhension du contexte et des divisions et connexions existantes au sein de la zone de convergence, d'évaluer l'intervention planifiée par rapport à son impact négatif ou positif potentiel sur ces divisions et connexions, et d'adapter l'intervention de manière à minimiser les impacts négatifs et à maximiser les impacts positifs. Au niveau de l'analyse conjointe, il s'agit entre autres de maximiser les consultations communautaires en veillant à la diversité, l'inclusivité et la représentativité des participants, de prendre en considération la composition des équipes d'analyse et de collecte de données et d'identifier les risques que comportent la participation aux enquêtes/groupes de discussion pour des catégories spécifiques de répondants⁵.
- **Durabilité et résilience** : l'approche Nexus doit être durable et chercher à renforcer la résilience des communautés affectées et des institutions concernées. Pour ce faire, l'analyse conjointe doit s'appuyer sur une analyse de risques et une évaluation des capacités et des ressources existantes. Ces informations permettront d'identifier et de donner la priorité aux leviers permettant de renforcer les capacités locales.
- **Engagement communautaire et redevabilité** : L'engagement communautaire et la redevabilité envers les populations affectées est une méthode de travail qui reconnaît et valorise les membres de la communauté en tant que partenaires égaux. Elle permet de s'assurer que leurs opinions sont entendues et utilisées pour concevoir et guider nos interventions. Le concept de redevabilité envers

³ Voir note sur la paix dans le Nexus au Cameroun (2020).

⁴ CDA Collaborative Learning Projects, 2016, DO NO HARM WORKSHOP Participant's Manual, p. 9.

⁵ Une analyse – qu'il s'agisse d'une analyse de conflit, d'une évaluation des besoins humanitaires ou d'une analyse conjointe Nexus HDP – est une intervention. En tant que telle, elle comporte également le risque de nuire. Il existe de nombreux guides de recherche et d'analyse sensibles aux conflits. Bien que ciblant spécifiquement l'analyse de conflit, 'Conflit Analysis Framework: Field Guidelines and Procedures' publié par Global Partnership for the Prevention of Armed Conflict fournit une liste de questions facile à utiliser pour aider à réfléchir à la méthodologie de recherche, d'enquête et d'analyse du point de vue de la sensibilité aux conflits.

les communautés locales est réaffirmé dans tous les cadres humanitaires, de développement et de consolidation de la paix. Le processus d'analyse conjointe doit garantir la participation des communautés locales à tous les niveaux, en s'appuyant sur une boucle de rétroaction (*feedback loop*) pour s'assurer que les connaissances, les priorités et les préoccupations locales sont reflétées dans l'analyse conjointe.

2.1 PRINCIPALES QUESTIONS DE RECHERCHE

Une compréhension commune et globale de la situation - comprenant les risques politique, sécuritaire, économique, social et environnemental, les vulnérabilités et les besoins, ainsi que le niveau actuel des capacités à atténuer les risques et à répondre aux besoins, en particulier des plus vulnérables - est cruciale pour assurer des synergies entre les interventions humanitaires, de développement et de consolidation de la paix.

Cette partie de la méthodologie fournit une série de questions directrices clés pour façonner la compréhension commune recherchée. Les réponses à ces questions peuvent être obtenues à partir de données secondaires existantes ou par la collecte de données primaires (voir la section sur la collecte des données manquantes).

Les questions sont regroupées selon les facteurs de la crise, son impact, les capacités et réponses existantes dans la commune. En outre, l'analyse conjointe devrait identifier les principaux diviseurs et connecteurs du contexte, permettant ainsi aux différents acteurs, collectivement et individuellement, d'analyser tous les aspects de leurs opérations afin de minimiser les impacts négatifs et, si possible, de maximiser les impacts positifs.

L'analyse doit, en outre, identifier le degré de complexité et les liens entre les différents facteurs et, le poids des principaux diviseurs et connecteurs, non seulement de manière rétrospective, mais aussi en termes de prévisions possibles, notamment en ce qui concerne les risques qui pourraient se transformer en nouveaux pics de violence s'ils ne sont pas traités immédiatement.

2.1.1 COMPRENDRE LES FACTEURS DE LA CRISE

Quels sont les facteurs sous-jacents à la crise ?

- À quel type de crise faisons-nous face ?

Cela devrait être le point de départ de l'analyse. Les zones de convergence Nexus ont été sélectionnées en fonction, entre autres, de l'existence d'une crise prolongée et complexe et d'une zone de retour ou d'intégration locale des personnes déplacées⁶. La situation globale peut être très différente d'une zone à l'autre. Il faut commencer par déterminer si la zone connaît un conflit latent ou violent, une violence directe, structurelle ou culturelle, des catastrophes naturelles récurrentes, etc. – ce qui permettra d'identifier les points d'entrée de l'enquête sur les facteurs sous-jacents.

- Quels sont les facteurs structurels et immédiats sous-jacents de la crise ?

Nous examinons ici les politiques, les structures et institutions formelles et informelles (y compris les normes et comportements sociaux et culturels), ainsi que les facteurs contribuant à un climat propice aux conflits violents ou à leur escalade, parfois symptomatique d'un problème plus profond.

Il est utile de sonder les dimensions suivantes : politique/gouvernementale, sécuritaire, sociale et culturelle, économique et environnementale, afin d'identifier les facteurs susceptibles de conduire au conflit, à la violence et/ou de miner les capacités des sociétés à répondre/adresser/s'adapter à la crise de manière non violente et inclusive.

⁶ Voir le [processus de sélection et de priorisation des zones de convergence Nexus](#).

- Gouvernementale
 - Dans quelle mesure l'État (aux niveaux national, régional et local ; à travers ses pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire et ses forces de sécurité et de défense) est-il en mesure de répondre aux besoins différenciés de sa population, en particulier des groupes vulnérables ? Quelles sont les raisons qui expliquent l'efficacité de l'État (ou son manque d'efficacité) à répondre aux besoins ? Quelle est la perception parmi les différents groupes de la population ? Y a-t-il des groupes qui nourrissent des griefs à l'encontre du système de gouvernance ?
- Sécuritaire
 - Y a-t-il de la violence directe dans une région ? Si oui, de quel type et de quel degré ? Qui en sont les auteurs, qui en sont les victimes ? Y a-t-il des problèmes de protection spécifiques pour des groupes particuliers ?
 - Quelles sont capacités nationales et locales pour contenir les différents types de violence (les forces de sécurité et de défense, les groupes de défense locaux, etc.) et quelle sont leur l'efficacité ?
 - Y a-t-il des flux incontrôlés d'armes légères et de petit calibre ? Existe-t-il des réseaux de contrebande ?
- Économique
 - Quelles sont les principales sources de moyens de subsistance des différents groupes d'une région ? Les stratégies de subsistance sont-elles liées à des traits d'identité ? Certains groupes ont-ils le sentiment d'être exclus de certaines opportunités de subsistance ou que d'autres y ont un meilleur accès ?
 - Y a-t-il un taux élevé de chômage ou de sous-emploi et comment cela se traduit-il pour chaque catégorie de population ?
 - Quels sont les groupes sociaux qui ont accès, ou n'ont pas accès à un travail décent ? Le fait de ne pas avoir accès à un travail décent crée-t-il des sentiments d'injustice ou les exacerbé-t-il ? Les femmes et les jeunes, ont-ils un accès égal au travail décent ?
 - Est-ce que le fait de participer à certains types de travail ou/et formations professionnelles induit pour quelques personnes le risque d'être ciblé ?
 - Quel est l'impact de la qualité du travail, notamment des questions de formalité et d'informalité, sur la sécurité des personnes, et vice versa ?
 - L'insécurité empêche-t-elle le dialogue social ? Dans quelle mesure le dialogue social contribue-t-il à réduire l'insécurité et a-t-il également un impact négatif sur la sécurité ? Qui est inclus et exclus du dialogue social (femmes, jeunes, populations minoritaires etc.) ?
 - Les sentiments d'injustice liés aux principes et droits fondamentaux au travail contribuent-ils à l'insécurité et à la violence ?
 - Quelles sont les conséquences de la crise sur la répartition de l'accès aux ressources (les ressources financières, la terre agricole, l'eau etc.) et de leur contrôle entre les hommes et les femmes ?
- Sociale et culturelle
 - Comment est l'accès aux services sociaux, y compris la protection sociale, de base dans la région pour les différents groupes au sein de la population ? Y a-t-il des groupes qui ont plus de difficultés à accéder aux services existants dans la région ? Y a-t-il des groupes qui ont le sentiment d'avoir moins accès que d'autres et qui nourrissent des griefs à cause de cela ?
 - Comment sont les relations inter-groupes (cohésion sociale horizontale) ?
 - Quelles sont les relations entre les jeunes et les personnes âgées dans la société ? Quelle est la situation des jeunes hommes et femmes (15-34 ans) dans la région (accès aux opportunités) ? Comment les jeunes hommes et femmes perçoivent-ils leur situation ?

- Quelle est l'égalité des sexes dans la société de la zone ? Dans quelle mesure la participation des hommes et des femmes dans la sphère politique, économique et sociale est-elle égale ? Quel rôle distinct les hommes et les femmes jouent-ils par rapport à la crise et à sa réponse et/ou sa résolution ? Dans quelle mesure la répartition des tâches entre les hommes et les femmes a-t-elle été affectée ? Dans quelle mesure les activités de soin à l'autrui non rémunérée ont augmenté, et quelle est la répartition de ces activités entre les hommes et les femmes ?
- Les acteurs de la société civile sont-ils confrontés à des types de difficultés ou de restrictions dans leurs opérations ? Plus précisément, quel rôle la société civile joue-t-elle dans la réponse à l'impact de la crise ou dans le traitement des facteurs sous-jacents de la crise ?
- Quelles sont les relations entre les personnes déplacées et les membres de la communauté d'accueil dans la zone de convergence ?
- Existe-t-il une culture de la paix ou de la violence ?
- Les gens ont-ils un accès équitable aux moyens d'améliorer et de préserver leur santé, leur éducation, des conditions de vie décentes, et d'autres aspects du bien-être ? Dans quelle mesure le sexe, et d'autres marqueurs sociaux ou identitaires ont une incidence sur cette inclusion ? Quel est leur impact sur les conflits et la paix ?
- Environnementale
 - La zone connaît-elle des changements distinctifs de son environnement et de ses ressources ? Comment cela affecte-t-il l'inclusion dans l'accès aux moyens de subsistance ?
 - Y a-t-il des aires protégées dans la zone et quelle est l'attitude des populations locales vis-à-vis de l'existence de l'aire protégée ?
 - Y a-t-il des conflits liés à l'utilisation des terres ?

- Dans le cadre des dimensions susmentionnées, existe-t-il des dimensions internationales, externes ou transfrontalières qui doivent être prises en compte ?

Les liens entre les différents facteurs sont également un élément clé ici.

Si la région connaît ou a connu des épisodes de violence auparavant :

- Qu'est-ce qui a déclenché ces épisodes de violence ?

Qui sont les parties prenantes qui contribuent à façonner la crise (positivement ou négativement) ou qui sont affectées par elle ?

- Quelles sont leurs positions déclarées ?
- Quels sont leurs intérêts ?
- Quels sont leurs besoins ?
- De quelles ressources disposent-ils ? Qui les soutient ou tente de les contrer ? Quels liens entretiennent-ils avec les autres parties prenantes ?

Quels sont les principaux facteurs de la crise ? Quels sont les principaux facteurs de résilience de la société ?

En ce qui concerne les interventions qui visent à traiter réellement la crise, les meilleures pratiques ont montré que l'un des éléments permettant d'assurer l'efficacité est de s'attaquer aux facteurs clés, c'est-à-dire ceux qui, s'ils étaient supprimés ou modifiés, changeraient radicalement les perspectives de la crise.

- Quels sont les principaux facteurs de la crise ? Quels sont les principaux facteurs de résilience de la société ?
- Comment les facteurs interagissent-ils pour conduire à la crise ?

Quels sont les diviseurs et les connecteurs dans la région ?

- Quels sont les facteurs qui créent des divisions ou des tensions entre les personnes ou les groupes ?
- Quels sont les facteurs qui rapprochent les personnes et les groupes ?

Les réponses à ces questions se trouvent généralement dans une analyse de conflit (voir annexe 2).

2.1.2 COMPRENDRE L'IMPACT DE LA CRISE

- Quel est l'impact de la crise sur les communautés d'une région, y compris la manière dont les différentes communautés et groupes de population d'une région sont différemment affectés ? La compréhension de l'impact doit être différenciée en fonction de la population déplacée par rapport à la communauté d'accueil, du sexe, de l'âge, des handicaps, des groupes socioprofessionnels, de la localisation dans la zone, du groupe ethnique et de la religion (des catégories peuvent être ajoutées/changées selon le contexte).
- Quels sont les besoins (à court et à long terme) exprimés par les différents membres de la communauté ? (communautés d'accueil/personnes déplacées, sexe, âge, groupes socioprofessionnels, groupes ethniques, etc.) Classés par catégories : santé, éducation, moyens de subsistance, eau et assainissement, logement, etc.
- Les membres de la communauté ont-ils un accès adéquat et durable aux services sociaux de base (santé, éducation, logement, protection sociale, énergie, eau potable et assainissement) ? (communautés d'accueil/personnes déplacées, sexe, âge, groupes socioprofessionnels, groupes ethniques, etc.)
- Quels sont les risques imminents ou à plus long terme auxquels les communautés sont confrontées ?
- Les différents groupes sont-ils soumis à des risques spécifiques ?

Une analyse spécifique du genre, de l'âge et de la diversité pourrait aider à répondre à ces questions. Elle prend généralement en compte les différents besoins, rôles, avantages, impacts, risques et accès aux ressources ou leur contrôle par les femmes et les hommes, les filles et les garçons. Cependant, l'aspect genre n'est pas la seule désagrégation importante. L'analyse conjointe doit également inclure des considérations sur les catégories d'identité telles que le statut social, l'ethnicité, etc. Analyser la manière dont les différentes communautés et groupes de population au sein d'une zone sont différemment affectés par une crise (par exemple, l'accès aux services de base et aux moyens de subsistances) est un aspect essentiel de l'analyse conjointe.

Un atelier d'analyse des risques et des vulnérabilités (VRA)⁷ permettrait de comprendre en profondeur les risques et les vulnérabilités auxquels sont confrontés les différents groupes. Plutôt que de se contenter d'énumérer les risques et dangers physiques existants dans une zone donnée, le VRA identifie des groupes sociaux et des moyens de subsistance spécifiques, et examine les risques et dangers biophysique, politique, économique et social qui les affectent et les rendent vulnérables, ainsi que les capacités de ces groupes à répondre et à s'adapter aux dangers. Non seulement le VRA clarifie comment les membres d'une communauté sont vulnérables, mais elle cherche aussi à comprendre pourquoi. Elle fournit une compréhension holistique, multirisque et sexo-spécifique de la vulnérabilité et de ses origines structurelles.

Les informations relatives aux besoins des populations peuvent être trouvées dans les évaluations multisectorielles des besoins (MSNA) et autres analyses humanitaires, ainsi que dans le plan de développement communal.

En ce qui concerne les populations déplacées, nous devons comprendre leurs mouvements, leurs priorités et leurs intentions de retour/séjour, identifier les problèmes de tensions entre les communautés déplacées et les communautés hôtes, développer un profil socio-économique des populations déplacées et évaluer leur accès aux services sociaux de base, aux moyens de subsistance et aux opportunités économiques ainsi qu'à la

⁷ [Analyse des risques et des vulnérabilités, Oxfam](#)

gouvernance locale (et regarder ces aspects dans une perspective de genre, de l'âge et de la diversité). Les questions suivantes découlent du Cadre des solutions durables pour les personnes déplacées :

- Que sait-on de l'attitude des communautés d'accueil envers les personnes déplacées dans la zone de convergence ?
- Dans quel(s) cadre(s) vivent les personnes déplacées ? - En milieu rural, urbain, dans un camp, dans un établissement informel, hors camp ou hors établissement (par exemple, elles vivent avec des familles d'accueil ou seules).
- Quels sont les principaux risques et préoccupations en matière de protection des personnes déplacées et des communautés d'accueil (répartis par sexe, âge, groupes socioprofessionnels, lieu, religion, groupe ethnique) ?
- Quelles sont les principales sources de revenus des personnes déplacées et des communautés d'accueil et dans quelle mesure ont-elles accès aux emplois décents ?
- Comment la situation socio-économique des personnes déplacées se compare-t-elle à celle des communautés d'accueil dans la zone de déplacement ?

Une étude spécifique sur les mouvements de population et leur situation actuelle (en ce qui concerne l'accès aux services de base, les moyens de subsistance et les opportunités économiques ainsi que la gouvernance locale) devrait faire partie de l'analyse conjointe. Le questionnaire complet pour évaluer l'impact de la crise sur les personnes déplacées se trouve à l'annexe 3.

Les éléments relatifs à l'impact des crises seront répartis selon les trois piliers Nexus (voir section 2.2.3).

2.1.3 COMPRENDRE LES CAPACITES ET REPONSES EXITANTES DANS LA COMMUNE

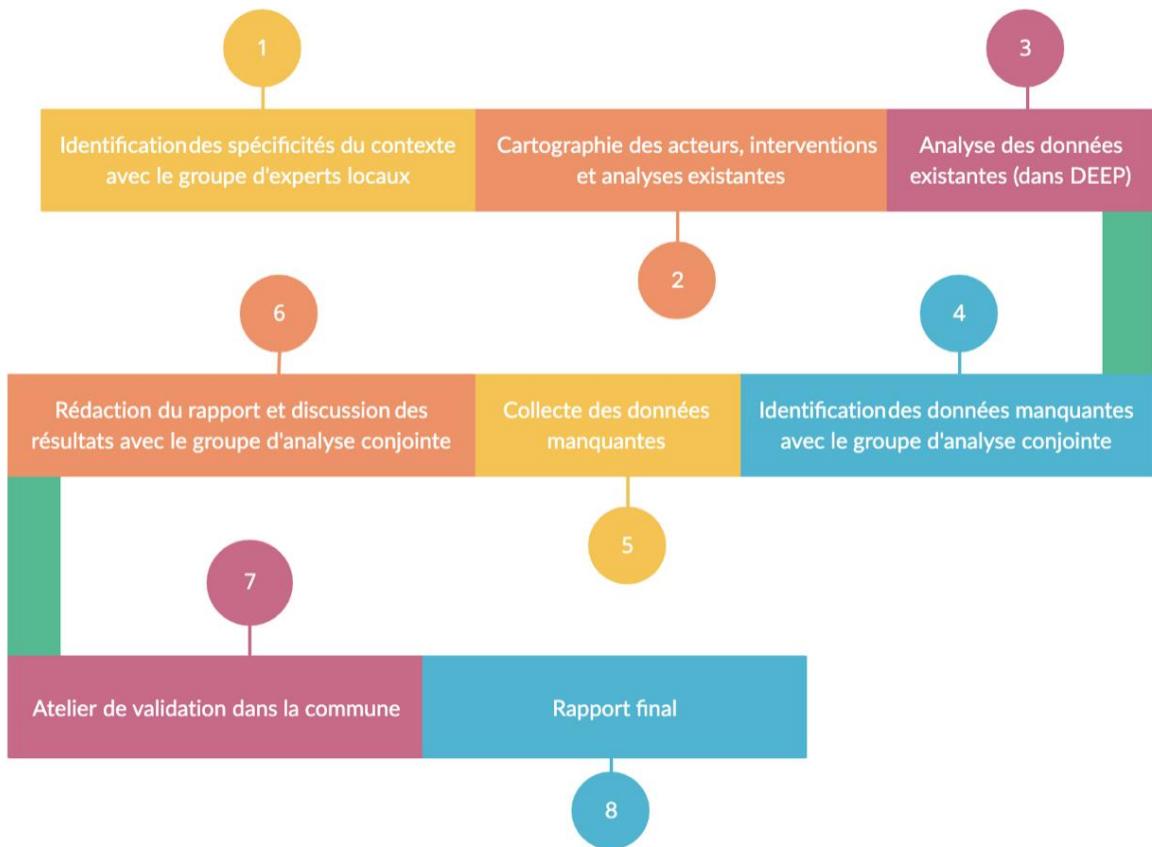
- Quelles sont les capacités actuelles au sein de la commune ?
- Quels acteurs sont actuellement présents dans la commune (société civile, y compris les associations de femmes, les coopératives locales, les syndicats, le secteur privé etc.)
- À quoi ressemble la société civile ? Quels types d'associations et d'organisations existent ? Quel est leur dynamisme ?
- Quelles sont les interventions actuellement menées par les organisations internationales et locales (acteurs humanitaires, acteurs du développement, acteurs de consolidation de la paix) ?
- Quelle est la présence du secteur privé ? Existent-ils des organisations d'employeurs et des syndicats ? Dans quelle mesure le dialogue social fournit-il des opportunités considérées comme équitables de résoudre les problèmes de qualité du travail et d'accès au travail ? Le dialogue social, est-il inclusif ?
- Quels rôles jouent les médias et réseaux sociaux ?
- Quelles sont les possibilités de renforcement des capacités et des interventions déjà existantes ?

Répondre à ces questions nécessiterait une analyse spécifique autour de la cartographie des interventions et des acteurs présents dans la zone.

La réponse actuelle et les capacités existantes dans la commune seront réparties selon les trois piliers du Nexus (voir section 2.2.3).

2.2 PROCESSUS METHODOLOGIQUE

Pour réaliser l'analyse conjointe HDP, huit étapes ont été identifiées :



2.2.1 IDENTIFICATION DES SPÉCIFICITÉS DU CONTEXTE AVEC LE GROUPE D'EXPERTS LOCAUX

Une analyse conjointe ne peut se faire en vase clos. La durabilité de toute intervention repose en majeure partie sur le niveau d'appropriation locale, qui doit être établi dès la 1ère étape. Une fois que la décision de mener une analyse conjointe dans une zone de convergence a été prise par les Task Force Nexus au niveau national et régional, un groupe de personnes bien informées/experts locaux doit être réuni pour discuter du contexte de la municipalité. Ce groupe doit être créé au niveau régional par l'expert Nexus et le spécialiste régional en suivi, évaluation, redevabilité et apprentissage (SERA)⁸. Ce groupe d'experts locaux doit comprendre des membres des autorités locales, des chefs traditionnels et religieux, des représentants des communautés, des représentants des organisations de la société civile, des associations de jeunes et de femmes, des personnalités influentes, des médias communautaires, des acteurs du secteur privé, des organisations d'employeurs, des syndicats ainsi que des universitaires. Il est recommandé de limiter la taille du groupe à 15 personnes afin de faciliter les discussions.

Cette première étape a un triple objectif :

⁸ En Anglais : MEAL Monitoring, Evaluation, Accountability and Learning. L'objectif est de disposer d'un spécialiste SERA pour l'Extrême-Nord et d'un autre pour la région de l'Est, en plus du spécialiste SERA existant au niveau national.

- A. Informer les principaux acteurs dans les municipalités concernées du processus et de l'objectif de l'analyse conjointe ;
- B. Renforcer l'appropriation par la communauté du processus d'analyse conjointe et établir une plate-forme qui permette un retour sur les éléments clés de l'analyse ;
- C. Recueillir des informations de base sur la municipalité d'un point de vue local, notamment :
 - Les principaux défis auxquels sont confrontées les populations de la municipalité ;
 - L'identification d'informateurs de référence sur la réponse et les défis en cours ;
 - L'identification des évaluations antérieures connues et autres données pertinentes disponibles.

Le concept et la méthodologie de l'analyse conjointe sera expliqué par le spécialiste SERA au niveau régional et le groupe passera en revue les questions de recherche clés et identifiera les éléments essentiels à prendre en compte pour l'analyse conjointe en fonction du contexte. Les discussions permettront également d'identifier tous les différents groupes (en termes de statut (Personnes déplacées internes (PDI)/retournés/réfugiés/communauté hôte), d'ethnicité, de sexe, de groupes socioprofessionnels, etc.) présents dans la municipalité. À partir de là, le codage secondaire (voir section 2.2.3) pourra être adapté et les différents acteurs devant être interviewés pendant la phase de collecte des données primaires identifiés (voir section 2.2.5).

Le groupe réfléchira ensemble à l'endroit où les données existantes peuvent être trouvées pour répondre aux questions de recherche identifiées. L'annexe 5 donne des recommandations sur où trouver ces données. Il reviendra au groupe d'examiner cette liste et de l'adapter au contexte de la municipalité. Le message clé à transmettre au groupe est que les résultats des enquêtes auprès des ménages, des entretiens avec les informateurs clés et des discussions de groupe sont prioritaires pour l'analyse conjointe. L'analyse conjointe doit refléter les points de vue et les opinions des différents groupes de population.

2.2.2 CARTOGRAPHIE DES ACTEURS, DES INTERVENTIONS ET DES ANALYSES EXISTANTES

L'étape suivante consistera à réaliser une cartographie de tous les acteurs, les interventions et les analyses existants dans la zone de convergence. OCHA effectue régulièrement une cartographie des acteurs humanitaires (3W) mais celle-ci doit être étendue à toutes les interventions et capacités dans la zone, y compris celles des acteurs du développement, des acteurs de la consolidation de la paix, de la société civile (associations de femmes et les coopératives locales), du secteur privé (banques de micro-crédit, etc.) et les capacités des autorités locales. A cet effet, un outil a été développé par le spécialiste SERA au niveau national : document Excel recensant tous les acteurs, interventions et études/recherches/analyses existantes. Les points focaux Nexus dans les zones de convergence ont été désignés pour réaliser cette cartographie avec le soutien des leads et co-leads des Task Force régionales. Une fois qu'un expert Nexus sera déployé dans la zone de convergence, cette tâche relèvera de sa responsabilité. La première source d'information pour cette cartographie sera les autorités locales, car elles devraient avoir une vue d'ensemble de toutes les interventions et capacités existantes dans la municipalité.

Une fois la cartographie des interventions et des capacités terminée, elle devra être partagée avec le groupe d'experts locaux rassemblés à l'étape 1, les Task Force Nexus (au niveau national et régional) ainsi que l'intersectoriel pour révision.

Cette étape comprend également une cartographie de toutes les analyses et enquêtes existantes dans la zone (colonne spécifique pour cela dans le document Excel). Les discussions avec le groupe réuni à l'étape 1 devraient avoir permis d'identifier un ensemble de données et d'analyses qui pourraient être utilisées pour l'exercice d'analyse conjointe. Sur la base de ces discussions, du document Excel ainsi que d'une recherche sur HumanitarianResponse, l'Expert Nexus et le conseiller SERA devraient pouvoir dresser une liste de toutes les

données déjà existantes et disponibles pour ladite municipalité. Cela devra inclure le plan de développement communal, les documents académiques, les MSNA et les rapports humanitaires, ainsi que toutes les études (enquêtes de base/endlines/évaluations) menées par les organisations dans la zone. A titre d'exemple, l'annexe 4 reflète tous les documents qui ont été collectés et analysés pour Logone-Birni.

Une fois la liste des analyses/enquêtes/études existantes complétée, elle devra également être partagée avec le groupe d'experts locaux réunis à l'étape 1, les TF Nexus régionales et nationales et l'intersectoriel pour s'assurer que toutes les données disponibles ont été recueillies.

2.2.3 ANALYSE DES DONNÉES EXISTANTES DANS LA PLATE-FORME DEEP

Une fois que toutes les enquêtes/analyses existantes déjà réalisées dans la zone ont été rassemblées, les documents seront saisis par le spécialiste en suivi, évaluation, responsabilité et apprentissage (SERA) dans la plate-forme DEEP. DEEP est une plate-forme d'analyse collaborative qui permet de structurer les données selon un cadre analytique défini. L'équipe Nexus HDP au Cameroun a défini le cadre analytique qui sera utilisé pour l'analyse conjointe dans le pays (voir p.15). Toutes les données recueillies peuvent être codées selon ce cadre, reflétant différentes catégories. Toutes les entrées peuvent ensuite être exportées pour former un rapport préliminaire, à partir duquel il est possible de dégager des tendances et des recommandations sur les données manquantes.

Le cadre analytique est construit autour du résultat collectif du Nexus HDP et des 3 sous-piliers identifiés pour le contexte du Cameroun (voir l'encadré ci-dessous et le document intitulé « [la voie vers les résultats collectifs au Cameroun](#) » pour plus d'informations). Le cadre analytique a été introduit dans la plate-forme DEEP et toutes les données rentrées dans la plate-forme doivent être codées en fonction de ce cadre.

Les résultats collectifs humanitaire développement paix ont été formulés comme suit pour le Cameroun :

D'ici la fin de l'année 2026, les populations les plus vulnérables vivant dans les zones de convergence des régions prioritaires de l'Extrême-Nord, du Nord, de l'Adamaoua, de l'Est, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, ou dans d'autres régions affectées par les crises recourent sans discrimination leurs droits fondamentaux et améliorent leur bien-être physique et social.

Le résultat collectif a été divisé en trois piliers et en résultats collectifs secondaires :

Pilier 1 : Services sociaux de base

D'ici à la fin de l'année 2026, les personnes les plus vulnérables vivant dans les zones de convergence et/ou touchées par la crise ont accès à des services sociaux de base durables.

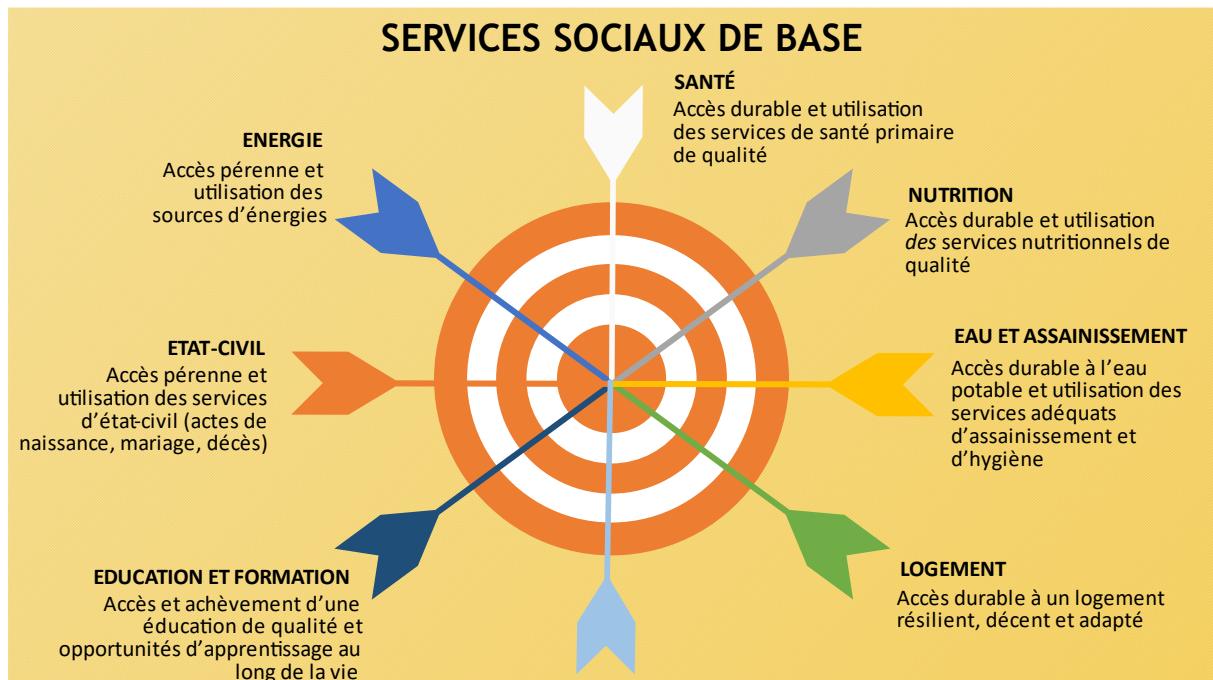
Pilier 2 : Moyens de subsistance durables et opportunités économiques

D'ici à la fin de l'année 2026, les personnes les plus vulnérables vivant dans les zones de convergence ont accès à des moyens de subsistance durables et à des opportunités économiques.

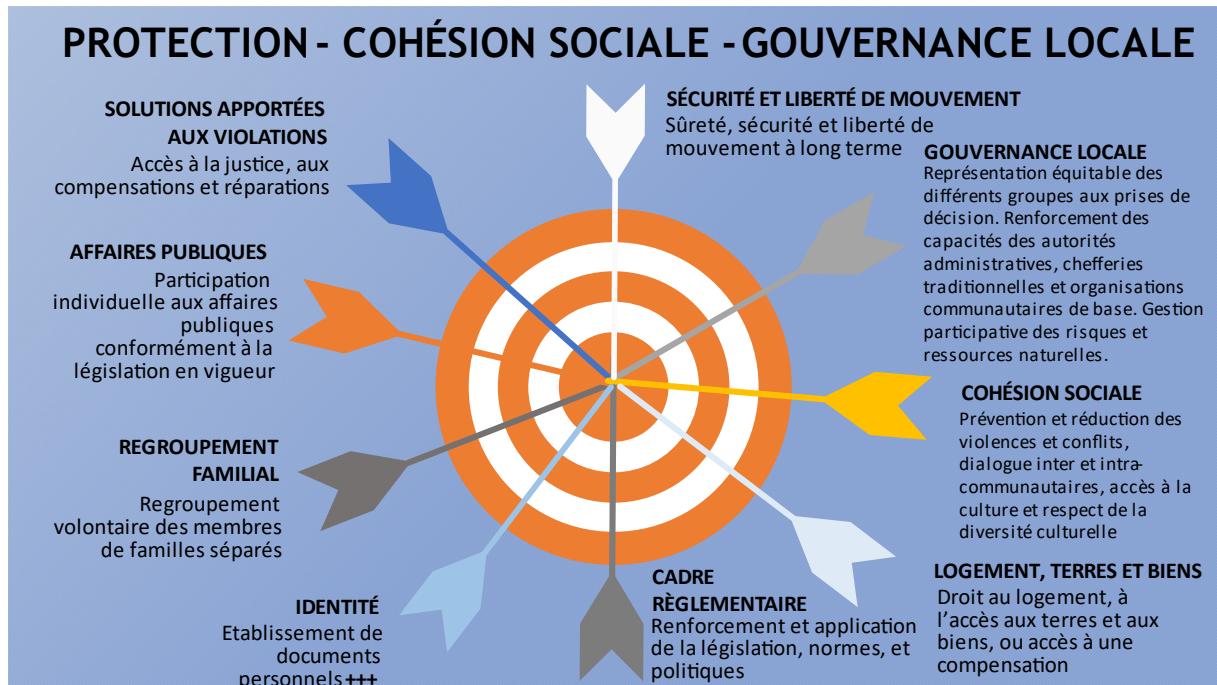
Pilier 3 : Protection, cohésion sociale et gouvernance locale

D'ici à la fin de l'année 2026, la bonne gouvernance locale et la consolidation de la paix protègent les droits fondamentaux des personnes les plus vulnérables vivant dans les zones de convergence.

La TF Nexus HDP a également identifié des ensembles/paquets d'interventions associés à chacun de ces piliers. Ceux-ci ont également été intégrés dans le cadre analytique rentrés dans la plate-forme DEEP.



PROTECTION - COHÉSION SOCIALE - GOUVERNANCE LOCALE



Pour les parties autour des facteurs de la crise, les principaux éléments de l'Évaluation pour le relèvement et la consolidation de la paix (RPBA) menée au Cameroun en 2019 sont à la base de la codification de la structure dans la plate-forme DEEP - voir annexe 6. Les éléments de l'impact de la crise et les facteurs de vulnérabilité structurelle liés dans la matrice RPBA devront être utilisés pour l'analyse conjointe menée dans les régions de l'Extrême-Nord, du Nord, de l'Adamaoua et de l'Est car ce sont les régions couvertes par la [Stratégie pour le relèvement et la consolidation de la paix au Cameroun](#) (RCP). Ces résultats seront ensuite adaptés/affinés pour la zone de convergence spécifique ciblée par l'analyse conjointe. Cela se fera principalement à partir de l'analyse de conflits.

Cadre analytique pour l'analyse conjointe :



La plate-forme DEEP permet également un codage secondaire. Cela signifie que toutes les données peuvent être codées et désagrégées dans les catégories suivantes :

CODAGE SECONDAIRE	
Populations affectées	Déplacés : PDIs, réfugiés, retournés Communautés hôtes
Groupes socio-professionnels	Agriculteurs Pêcheurs Eleveurs Autres (selon le contexte)
Données démographiques	Femme (<18) Homme (<18) Adolescente (12-17) Adolescent (12-17) Fille (>12) Garçon (>12)
Groupes ethniques et affiliations culturelles	Selon le contexte. Par exemple le Logone-Birni : Arabe Choa Mousgoum Kotoko Massa
Urbain/Rural	Urbain

	Rural
Lieu	Possibilité d'écrire l'emplacement spécifique et/ou de le marquer sur une carte
Religion	Musulman Chrétien Animiste Autre (selon le contexte)
Groupe avec des besoins spécifiques	Personnes vivant avec un handicap LGBTI+ Autre (selon le contexte)

Après avoir saisi toutes les données et les avoir codées selon le cadre analytique, le spécialiste suivi-évaluation sera en mesure d'identifier les données manquantes en fonction des questions de recherche clés reparties par piliers et par paquets d'intervention. Le codage secondaire permet de voir s'il existe des données désagrégées par sexe, âge, handicap, groupes ethniques, etc. ou si ces informations manquent dans les documents existants.

En effet, l'objectif est de disposer d'informations précises sur la situation actuelle et la réponse selon les trois piliers, et d'avoir ces données réparties par sexe, âge, ethnicité et toutes les autres catégories mentionnées ci-dessus dans le codage secondaire.

2.2.4 IDENTIFICATION DES DONNEES MANQUANTES AVEC LE GROUPE D'ANALYSE CONJOINTE

Le codage de tous les documents existants dans la plate-forme DEEP selon le cadre Nexus développé permet d'avoir une vue d'ensemble de l'information divisée selon les trois piliers Nexus et selon l'âge, le sexe, le groupe ethnique, les groupes socioprofessionnels etc.

A partir de là, le spécialiste SERA peut identifier les lacunes en matière d'information et partager les résultats avec le groupe de travail sur l'analyse conjointe.

Ce groupe sera formé par les acteurs intervenant dans la zone de convergence qui se seront portés volontaires pour faire partie du processus d'analyse conjointe. Les leads et co-leads des TF régionales devront également faire partie du groupe, ainsi que les points focaux Nexus et les points focaux sur le genre. Sur la base des questions de recherche identifiées dans la partie 2.1 et de l'analyse préliminaire effectuée par le spécialiste SERA pour le Nexus, le groupe décidera ensemble de la nécessité de poursuivre la collecte de données sur le terrain.

Questions générales auxquelles le groupe d'analyse conjointe doit répondre dans le cadre du processus d'examen des données existantes :

- Les données disponibles sont-elles suffisantes pour répondre aux principales questions de recherche identifiées à la section 2.1 ?
- Les données sont-elles à jour ?
- Les données sont-elles fiables ?
- Les données permettent-elles une analyse comparative de la situation des communautés d'accueil par rapport à celle des populations déplacées (personnes déplacées, réfugiés, retournés) ?
- Les données permettent-elles de comprendre l'impact de la crise en fonction du sexe, de l'âge, des handicaps, des groupes socioprofessionnels, des groupes ethniques, du lieu, etc.) ?

Après avoir identifié les questions clés manquantes à la recherche, le groupe décidera ensemble des analyses supplémentaires à mener. Si aucune analyse de conflit n'a été menée par exemple, les lacunes identifiées permettront d'orienter la collecte de nouvelles données primaires. Une fois la décision prise sur les analyses à mener, le groupe examinera ensemble les financements disponibles pour la collecte de données primaires sur le terrain et étudiera les possibilités de financement si nécessaire.

Pour le Logone-Birni par exemple, les types d'analyse suivants ont été menés par le groupe d'analyse afin de compléter les données déjà disponibles : analyse de conflits, analyse saisonnière, analyse de mouvements de population, analyse des acteurs et interventions et analyse géospatiale.

Les personnes à approcher pour la collecte de nouvelles données primaires (qui interroger ?) doivent également être discutées au sein du groupe d'analyse. Cette identification doit être basée sur les recommandations du groupe d'experts locaux (voir étape 1). Ceci est essentiel pour la composition des groupes de discussion etc. durant la phase de collecte de données primaires. De même, si l'analyse des données existantes/secondaires montre que les voix d'un groupe communautaire spécifique n'ont pas été entendues, il est essentiel d'obtenir leur point de vue (que ce soit par des entretiens avec des informateurs clés, des discussions de groupe etc.).

L'expert Nexus et le spécialiste en suivi-évaluation se mettront en contact avec le groupe d'experts locaux pour les informer des lacunes en matière de données et recevoir leur avis sur les enquêtes de terrain à mener pour compléter l'analyse conjointe.

2.2.5 COLLECTE DES DONNEES MANQUANTES

Le groupe d'analyse conjointe pourra se diviser en sous-groupes se concentrant sur différents domaines de l'analyse. Chaque sous-groupe devra discuter des ressources (fonds, capacités) et de la méthodologie à utiliser pour la collecte de données primaires. Pour ce faire, il devra se concerter avec le groupe d'experts locaux.

La collecte de données supplémentaires peut prendre la forme d'une évaluation ou d'une enquête sur des questions spécifiques, mais peut également être réalisée par le biais d'un exercice de profilage, si un éventail plus large de données est nécessaire. Les nouvelles données primaires devront être collectées auprès des populations de la zone de convergence et désagrégées par sexe, âge, profil de la population affectée, groupes socio-économiques, religion, groupes ethniques et emplacement. Il est donc essentiel d'organiser des groupes de discussion séparés avec ces différentes populations (hommes/femmes, déplacés/hôtes etc.). Le spécialiste SERA s'assurera, avec l'aide du groupe d'experts locaux, que la méthodologie utilisée pour la collecte de nouvelles données primaires est adaptée et respecte les principes d'engagement et de redevabilité communautaires (CEA) ainsi que de sensibilité au conflit. Au stade de la collecte de nouvelles données primaires, il est nécessaire que tous les groupes affectés aient la possibilité d'exprimer leurs opinions. Les personnes interrogées doivent comprendre pourquoi elles sont interrogées et recevoir une restitution des résultats des enquêtes/évaluations. Les éléments clés à examiner du point de vue de la sensibilité aux conflits comprennent la composition de l'équipe d'analyse et de collecte de données, les risques que comportent la participation à l'analyse pour des catégories spécifiques de répondants et les sensibilités autour les questions/problèmes spécifiques qui font l'objet de l'enquête.

En fonction des données manquantes, il peut être décidé, par exemple, de mener une analyse spécifique sur le genre pour informer la manière dont les conflits et autres chocs et stress affectent différemment les femmes, les filles, les garçons et les hommes au niveau de la zone de convergence si cette information spécifique fait défaut. Cela pourrait par exemple se faire par le biais de certains des éléments suivant [l'outil d'analyse genre rapide de Care](#). Un atelier de 2 jours sur [l'analyse des risques et des vulnérabilités](#) pourrait également être menée (voir section 2.1) afin de fournir une compréhension approfondie des risques et des vulnérabilités auxquels sont confrontés les différents groupes.

Le groupe d'experts locaux sera à nouveau convoqué afin de recueillir leurs avis sur le processus proposé pour la nouvelle collecte de données primaires.

Le groupe d'analyse conjointe devra se mettre d'accord sur une date limite pour la soumission des nouvelles analyses et remettre toutes les données au spécialiste SERA qui entrera les nouvelles données primaires dans la plate-forme DEEP.

Le spécialiste en suivi-évaluation sera chargé de compléter l'analyse avec ces nouvelles données primaires et de produire une première version du rapport.

2.2.6 REDACTION DU RAPPORT ET DISCUSSION DES RESULTATS AVEC LE GROUPE D'ANALYSE CONJOINTE

Le rapport préliminaire devra être partagé avec le groupe d'analyse conjointe. La structure suggérée du rapport d'analyse conjointe se trouve à l'annexe 1. Le groupe d'analyse conjointe examinera le rapport et les résultats au cours d'un atelier d'une demi-journée. Tous les membres du groupe pourront accéder à la plate-forme DEEP, consulter les documents et voir comment les données ont été codées. C'est l'une des raisons pour lesquelles DEEP a été choisi comme outil. Toute personne qui fait une demande d'accès à l'analyse dans DEEP peut voir les documents et le processus de codage, ce qui permet une plus grande transparence.

Les résultats seront ensuite partagés avec les acteurs locaux dans le cadre d'un atelier de validation.

2.2.7 ATELIER DE VALIDATION AU SEIN DE LA COMMUNE

Après la rédaction du document d'analyse conjointe par le spécialiste SERA et la révision par le groupe de travail sur l'analyse conjointe, il doit être présenté aux autorités locales et aux acteurs clés de la zone de convergence pour qu'ils y apportent leur contribution et le valident.

La structure et le contenu de l'atelier de validation s'inspirent du guide sur [l'analyse du système de résilience](#) de l'OCDE et de [l'analyse des risques et des vulnérabilités](#) d'Oxfam.

L'objectif de l'atelier est de partager les recommandations du rapport et de recevoir un retour sur l'exactitude de l'analyse ou sur l'absence de certains aspects. L'atelier doit être un processus multi-acteurs.

Qui inclure ?

Les autorités locales⁹, les représentants de populations¹⁰, les ONG locales et internationales intervenant dans la municipalité, les chefs traditionnels et religieux, les représentants d'organisations de la société civile, les associations de jeunes et de femmes, les personnalités influentes, les médias communautaires, les acteurs du secteur privé, les organisations d'employeurs et les syndicats. Les membres du groupe d'experts locaux réunis à l'étape 1 doivent participer à l'atelier. En ce qui concerne les représentants des communautés, il faut inclure toutes les parties prenantes de la municipalité - celles-ci doivent être identifiées par l'analyse conjointe.

NB : Veillez à inclure des participants issus de groupes qui ont été identifiés comme marginalisés dans l'analyse.

L'atelier se déroulera en une journée. Il est utile de limiter le nombre total de participants à environ 40 personnes, afin de garantir une véritable participation et un débat productif.

L'équipe de planification et de facilitation comprend un facilitateur (spécialiste régional SERA pour le Nexus), un preneur de notes (expert Nexus), un traducteur si nécessaire¹¹ et une personne entièrement dédiée à la logistique (lieu, voyage, hébergement, etc.). Les membres du groupe d'analyse conjointe sont également encouragés à participer à l'animation de l'atelier. L'objectif de l'atelier sera d'expliquer le Nexus HDP et la méthodologie utilisée pour l'analyse conjointe, de présenter les résultats de l'analyse conjointe et de demander s'il y a des contributions/commentaires/rectifications à apporter au rapport. Il est donc essentiel d'inclure des

⁹ N'inclure que les représentants/acteurs/autorités de la municipalité (et non de la région).

¹⁰ Également des groupes marginalisés, notamment des personnes handicapées et des minorités ethniques.

¹¹ Idéalement, il existe une langue que tous les membres et toute l'équipe de planification et de facilitation parlent avec confiance. Dans ce cas, le choix de la langue est évident. L'animateur principal doit parler couramment la langue choisie. Si un ou plusieurs membres ne parlent pas la langue la plus courante, une traduction doit être assurée.

participants de tous les groupes identifiés et des différents acteurs de la société civile pour s'assurer que les commentaires sont valables et ne sont pas dominés par un groupe spécifique. Au début de la réunion, le facilitateur doit insister sur la nécessité de faire entendre toutes les voix. Tout au long du processus, le jargon et les acronymes ne doivent pas être utilisés et l'animateur doit maintenir un environnement non menaçant pour que les femmes et les groupes potentiellement marginalisés puissent exprimer leurs points de vue.

2.2.8 RAPPORT FINAL

Le spécialiste en suivi-évaluation produira une dernière version de l'analyse conjointe (qui devra être rédigée en français pour les zones francophones du Cameroun et en anglais pour les zones anglophones) et la partagera largement avec toutes les parties prenantes et les partenaires de la zone (identifiés grâce à la feuille Excel) ainsi qu'avec les Task Force Nexus. Les participants à l'atelier seront également chargés de partager les résultats de l'analyse conjointe avec le reste des membres de la communauté.

Juste après la tenue de l'atelier de validation et la finalisation de l'analyse conjointe, un second atelier doit être organisé avec les mêmes participants afin de commencer la conception du plan d'action commun pour la municipalité.

3. BIBLIOGRAPHIE

[BM, UE, ONU, Evaluations communes pour le relèvement et la consolidation de la paix \(RPBA\), 2017](#)

[Care, Outil d'analyse genre rapide, 2017](#)

[IASC, Guide pour les solutions durables pour les personnes déplacées internes, 2020](#)

[OCDE, Analyse du système de résilience, 2014](#)

[OIT, Analyse de la paix et des conflits : Orientations pour la programmation par l'OIT dans des contextes de fragilité et de conflit, 2021](#)

[Oxfam, Analyse des risques et des vulnérabilités \(VRA\), 2017](#)

[ONU, Bilan commun de pays \(CCA\) Cameroun, 2020](#)

[ONU, Outil d'analyse des conflits et du développement, 2016](#)

[UNDRR, Cadre mondial d'évaluation des risques \(GRAF\), 2019](#)

[UN Trust Fund for Human Security, Human Security Handbook, 2016](#)

4. ANNEXES

ANNEXE 1 : STRUCTURE DU RAPPORT D'ANALYSE CONJOINTE

1. Introduction et contexte

Chiffres clés

2. Situation actuelle

2.1 - Facteurs de la crise

Analyse de conflit

2.2 - Impact

Impact de la crise divisé selon les 3 piliers Nexus et les paquets d'intervention

2.3 – Réponse actuelle/capacités

Réponse actuelle/capacités selon les 3 piliers Nexus et les paquets d'intervention

3. Recommandations

Divisé selon les 3 piliers Nexus et les paquets d'intervention

ANNEXE 2 : ANALYSE DE CONFLITS

L'approche Nexus du HDP, telle que pilotée au Cameroun, vise à créer des synergies entre les interventions humanitaires, de développement et celles contribuant à la prévention des conflits violents et à la consolidation de la paix dans les municipalités identifiées comme zones de convergence. L'approche reconnaît la nécessité d'une analyse commune - transcendant les trois piliers du Nexus, afin d'ancrer le développement de plans d'action pour la mise en œuvre de l'approche Nexus au niveau de chacune des zones de convergence. La note "Peace in the Nexus" précise que les interventions doivent être adaptées au contexte et qu'une analyse de conflit doit être menée à intervalles réguliers pour informer les interventions Nexus (dans tous les piliers).

Qu'est-ce qu'une analyse de conflit ?

Une analyse de conflit est un processus structuré d'analyse visant à comprendre les facteurs qui contribuent à l'apparition et à la perpétuation de conflits violents (ou de conflits latents à fort potentiel de violence) et ceux qui, au contraire, favorisent la paix et la transformation pacifique des conflits. Il ne s'agit donc pas d'une énumération de conflits ou de différends spécifiques dans le but d'établir une liste ou une typologie.

Quelle est l'utilité de l'analyse des conflits dans le cadre d'une approche Nexus ?

L'analyse de conflit est une étape préliminaire essentielle pour s'assurer de la sensibilité aux conflits des interventions Nexus du PDH proposées ou en cours.

L'analyse de conflit permet également d'identifier les principaux moteurs de conflit violent, ainsi que les moteurs de paix existants, sur lesquels une action de consolidation de la paix devra agir afin d'avoir un impact sur la consolidation de la paix. Elle permet également d'identifier les facteurs structurels contribuant au conflit violent sur lesquels les actions dites de développement peuvent également avoir un impact.

Enfin, une analyse de conflit peut être une intervention de consolidation de la paix en tant que telle si elle permet aux différents groupes associés au conflit violent de développer une compréhension plus nuancée du conflit, de réaliser qu'il existe différents points de vue sur le conflit et, idéalement, de développer une certaine empathie pour "l'autre".

Qui devrait utiliser les résultats de l'analyse ?

Tous les acteurs du Nexus HDP sont concernés par les conclusions de l'analyse du conflit, qu'ils soient actifs dans le domaine de la paix ou non, car ils doivent veiller à la sensibilité au conflit de leurs interventions.

Les acteurs qui cherchent à contribuer à une transformation pacifique des conditions contribuant au conflit et à la violence auront un intérêt supplémentaire pour cette analyse qui devrait leur permettre d'identifier des points d'entrée pour une intervention.

A quelles questions l'analyse de conflit doit-elle pouvoir répondre ?

L'analyse de conflit doit pouvoir répondre aux questions suivantes concernant une zone de convergence :

- Quels sont les facteurs qui contribuent à l'émergence ou à la perpétuation d'un conflit violent (ou d'un conflit latent à fort potentiel de violence) ? Parmi ceux-ci, quels sont les facteurs structurels, immédiats et les déclencheurs ?
- Quels sont les facteurs qui favorisent la paix et la transformation pacifique des conflits ? Parmi ceux-ci, quels sont les facteurs structurels, immédiats et les déclencheurs ?
- Qui sont les acteurs des conflits et de la paix ? Quelles sont leurs positions, leurs intérêts et leurs besoins ? Quels liens entretiennent-ils entre eux ?

- Quels sont les liens entre les différents facteurs ? Comment interagissent-ils pour créer la violence ou, au contraire, pour atténuer le risque de violence ?

L'intégration des variables de genre et d'âge est essentielle à l'analyse d'un conflit.

L'analyse des réponses à ces questions devrait au moins permettre d'identifier les facteurs qui divisent les sociétés dans les zones de convergence et ceux qui rapprochent les individus et les groupes (sensibilité au conflit).

Pour une intervention visant une transformation pacifique des conditions contribuant au conflit et à la violence, il faudra aller plus loin dans l'analyse et identifier : (1) les interactions entre les facteurs et les dynamiques qui en résultent au sein d'un système conflictuel avec un accent particulier sur les moteurs clés ; (2) les points d'entrée pour la transformation du système.

Quelle est la méthodologie à suivre ?

Il n'y a pas une seule façon de conduire une analyse de conflit, mais un éventail d'options en fonction des ressources disponibles. L'important est de réaliser une analyse "suffisamment bonne" et d'y revenir régulièrement afin d'affiner les hypothèses et de vérifier leur validité.

La collecte des données commence par l'évaluation des informations qui existent déjà sur le conflit. Il s'agit d'une revue de la littérature qui comprend l'identification de la littérature existante sur le conflit et son analyse pour identifier les lacunes éventuelles. Cette étape est essentielle car elle permet de déterminer si des recherches supplémentaires sont nécessaires et évite les doublons et les demandes excessives aux populations cibles. Si l'on ne dispose pas de plus de temps et de ressources, ou si les informations existantes sont suffisamment complètes, il est possible de s'arrêter là.

Cependant, il est intéressant de passer par une phase de collecte de données primaires, ne serait-ce que pour assurer un certain degré de participation des populations cibles à l'exercice de planification. Les méthodes les plus souvent utilisées sont les entretiens avec des informateurs clés (KII) et les discussions de groupe (FDG), mais d'autres méthodologies peuvent être utilisées, par exemple, la tenue d'un atelier d'analyse réunissant des "experts" du contexte, la réalisation d'une enquête - souvent une enquête de perception, ou un exercice d'écoute active auprès de personnes choisies au hasard. Toutes ces méthodes présentent des avantages et des inconvénients qu'il convient de soupeser. Tout en gardant à l'esprit les informations déjà disponibles, il est important d'être inclusif dans la collecte des données et d'inclure des représentants des communautés affectées, de la société civile, des autorités nationales, locales et traditionnelles, des chefs religieux, des médias, des représentants du secteur privé, etc., en essayant de parler aux garçons/hommes et aux filles/femmes de différents âges (mais probablement pas en dessous de 15 ans).

Enfin, les données doivent être analysées, et les résultats de l'analyse présentés, souvent sous la forme d'un rapport.

Il est important de se rappeler que l'analyse de conflit est aussi en soi une intervention qui peut avoir des conséquences néfastes sur la situation de conflit étudiée. Il est donc important de ne pas forcer les discussions, en particulier sur des sujets sensibles pour le contexte, et de minimiser les effets négatifs possibles sur les personnes qui participeront à l'analyse.

ANNEXE 3 : QUESTIONS DE RECHERCHE CONCERNANT LES PERSONNES DÉPLACÉES

Les questions suivantes sont issues du guide sur les solutions durables pour les personnes déplacées internes (IASC) et ont été réorganisées selon les trois piliers du Nexus HDP.

Questions générales sur les populations déplacées :

- Quels chiffres avons-nous sur les personnes affectées par le déplacement ?
- Statistiques démographiques et profil des personnes déplacées, des retournés et de leurs communautés d'accueil.
- Que savons-nous de la localisation/zone de déplacement ?
- Qui sont les personnes affectées par le déplacement ?
- Depuis combien de temps sont-elles déplacées ? Combien de fois ont-elles été déplacées ?
- D'où viennent les personnes déplacées ? - Lieu d'origine ou de résidence habituelle avant le déplacement
- Pourquoi ont-elles été déplacées ?
- Les principales raisons qui ont conduit au déplacement. En cas de déplacements multiples : les principales raisons des déplacements consécutifs.

Pilier 1 - Services sociaux de base

- Manque d'accès aux services de base nécessitant une preuve d'identité ou d'autres formes de documentation, par exemple, manque d'accès à l'éducation, aux services sanitaires et sociaux, à la justice, à l'emploi ou à l'assistance.
- Dans quel(s) cadre(s) vivent les personnes déplacées ? - En milieu rural, en milieu urbain, dans un camp, dans un établissement informel, en dehors d'un camp ou en dehors d'un établissement (par exemple, en vivant avec des familles d'accueil ou par leurs propres moyens).

Pilier 2 - Moyens d'existence et opportunités économiques

- Quelles sont les principales sources de revenus des personnes déplacées et des communautés d'accueil ?
- Comment la situation socio-économique des personnes déplacées se compare-t-elle à celle des communautés d'accueil dans la zone de déplacement ?
- Capacités, ressources et atouts des personnes déplacées
- Les personnes déplacées et les retournés peuvent-ils jouir de la liberté de mouvement nécessaire pour accéder à des moyens de subsistance et à des emplois réels ou potentiels ?
- Les personnes déplacées résident-elles près de marchés où il y a des échanges de biens et de services, ou ont-elles les moyens d'accéder à ces marchés ?
- Les personnes déplacées possèdent-elles ou ont-elles accès à des ressources financières ou matérielles qui facilitent les activités de subsistance ?
- Les personnes déplacées ou retournées craignent-elles la violence, le vol ou le harcèlement lorsqu'elles veulent accéder à des opportunités de travail ou de commerce, et/ou souffrent-elles d'une réaction négative de leur propre communauté lorsqu'elles s'engagent dans des activités de subsistance ou des emplois disponibles ?

Pilier 3 - Protection, cohésion sociale et gouvernance locale

- Que sait-on de l'attitude des communautés d'accueil envers les personnes déplacées dans la zone de déplacement ?
- Quels sont les principaux risques et préoccupations en matière de protection des personnes déplacées et des communautés d'accueil (répartis par sexe, âge, groupes socioprofessionnels, localisation, religion, groupe ethnique) ?

- Quels sont les obstacles auxquels se heurtent les personnes déplacées pour obtenir les documents spécifiques dont elles ont besoin ? Les services d'état civil sont-ils disponibles et efficaces ? Sont-ils accessibles ? Existe-t-il des projets en cours qui traitent des obstacles à l'accès à l'état civil et à l'obtention de documents personnels ?
- Lois nationales, politiques, plans ou programmes nationaux concernant les personnes déplacées, y compris les plans nationaux et locaux pour la région/province et le budget alloué à la région/province.
- La participation des personnes déplacées internes (PDI) et des retournées aux élections est-elle une question politiquement sensible ?
- Les personnes déplacées sont-elles informées de leur droit de voter et d'être élues ; des processus électoraux et des exigences administratives connexes ?
- Existe-t-il des dynamiques ou des tensions ethniques ou sociales qui constituent un obstacle à la participation des personnes déplacées aux processus décisionnels, ou à la participation à des associations ou des organisations professionnelles ?
- Les personnes déplacées peuvent-elles être inscrites sur les listes électorales de leur lieu de déplacement, de retour ou de réinstallation et voter ou être élues sans discrimination ? Si ce n'est pas le cas, quels sont les obstacles existants (obstacles politiques, juridiques, sécuritaires, administratifs, techniques, pratiques, etc.)
- Que considèrent les personnes déplacées comme des recours efficaces et une justice pour les préjudices qu'elles ont subis ?
- Existe-t-il des recours ou des moyens traditionnels ou culturellement spécifiques pour obtenir justice qui ont été identifiés par les personnes déplacées et leurs communautés d'accueil ?
- Des mécanismes d'application de la loi ou des systèmes de justice ont-ils déjà été mis en place ? Si oui, les personnes déplacées ont-elles été informées de leur existence, ou en ont-elles connaissance ? Les personnes déplacées ont-elles un accès non discriminatoire à ces mécanismes et systèmes, dans le cas où elles en ont connaissance ?
- Existe-t-il des mécanismes dédiés ou spécifiques pour traiter les litiges en matière de réclamations pour perte ou destruction de biens ? Les personnes déplacées ont-elles un accès non discriminatoire à ces mécanismes ?
- Les survivants de violences sexuelles ont-ils accès à la justice et à la réparation face aux abus subis ? Les mécanismes de réparation disponibles sont-ils sensibles au genre ?
- Les personnes déplacées et les retournés ont-ils été consultés sur les solutions qu'ils préfèrent au déplacement ? Si tel est le cas : Quand et comment les consultations ont-elles eu lieu (c'est-à-dire : les données sont-elles fiables et toujours actuelles) ? Quelles sont les options préférées par groupe de population ?
- - Quels sont les obstacles aux options préférées s'il y en a ?

ANNEXE 4 : EXEMPLE DE LOGONE-BIRNI - LISTE DES DOCUMENTS ANALYSES

Les 5 groupes d'analyse ont produits les documents suivants :

- Seasonal analysis of severe acute malnutrition, Far North Region, Cameroon, WFP (June 2022)
- Population Movement Analysis, OIM & PUI (May 2022)
- Analyse des acteurs humanitaires, de développement et de consolidation de la paix intervenant dans le Logone-Birni – Extrême-Nord, OCHA et Plan International (Mai 2022)
- Analyse géospatiale, ONU Habitat (June 2022)
- Analyse de conflit de la zone de convergence du Logone Birni, BCR (version anglaise : Intercommunal Dynamics in the Far North Region, RCO) (May 2022)
- Analyse préliminaire des conflits au Logone Birni, UNESCO (Juin 2022)

Autres analyses sur le Logone-Birni :

- Plan communal de développement de Logone-Birni, Commune de Logone-Birni (2014)
- Point sur la rencontre entre le Chef de Sous-bureau d'OCHA EN et les acteurs humanitaires de Kousseri, OCHA (20 avril 2022)
- Matrice de suivi des déplacements – République du Cameroun – Région de l'Extrême-Nord – Round 24 (Annexe : Aperçu des déplacements internes liés à la crise intercommunautaire du Logone Birni), OIM (février 2022)
- Évaluation Multisectorielle des retournés de 43 localités de l'arrondissement du Logone Birni, Première Urgence Internationale (février 2022)
- Évaluation Multisectorielle des déplacés de Kousseri et du Logone Birni, Première Urgence Internationale (décembre 2021)
- Far North Cameroon Emergency Update, UNHCR (April 2022)
- Note de plaidoyer pour la réponse humanitaire – Extrême-Nord : Logone Birni, OCHA (mars 2022)
- Cameroun : Extrême-Nord – Implication des violences intercommunautaires de Logone-Birni – Rapport de situation N°3, N°4 et N°7, OCHA (14 décembre 2021, 21 décembre 2021 et 1 février 2022)
- Cameroun : Extrême-Nord – Impact humanitaire du conflit intercommunautaire dans l'arrondissement du Logone-Birni, OCHA (21 janvier 2022)
- Cameroun : Extrême-Nord – Aperçu de la réponse à la crise intercommunautaire dans l'arrondissement du Logone-Birni, OCHA (21 janvier 2022)

Documents sur le Logone-et-Chari :

- Évaluation de protection des personnes déplacées, UNHCR et al. (18 janvier 2022)
- Évaluation de protection des personnes déplacées, UNHCR et al. (7 février 2022)
- Exposé à la réunion de concertation sur l'accompagnement du PNUD pour la prévention durable des conflits dans le Logone et Chari, UNDP (janvier 2021)
- Facilité régionale de stabilisation du Bassin du Lac-Tchad « Fenêtre du Cameroun », UNDP (7 janvier 2022)
- Évaluation des besoins pour le Département du Logone et Chari, Secteur Protection (7 février 2022)
- Les chefs traditionnels arabes-choa écrivent au chef de l'État, Le Jour (17 janvier 2022)
- Lutter contre les conflits fonciers récurrents dans le département du Logone et Chari de la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, RELUFA (2 novembre 2021)
- Assessment of needs for the consolidation of peace in Logone and Chari (Far North Cameroon), UNDP
- Rapport de Mission Inter-secteur dans le Logone et Chari, OCHA (24-28 janvier 2022)
- Emergency Plan of Action (EPoA) – Cameroon: Internal Population Movement from Logone-et-Chari, IFRC (22 December 2021)

Documents portants sur l'Extrême-Nord et la région du bassin du lac Tchad:

- Cameroon, Northern Region – Territorial Action Plan of the Regional Stabilization Strategy – Strategic Summary, Commission du Bassin du Lac Tchad, Union Africaine (May 2021)

- Stratégie pour le relèvement et la consolidation de la paix dans les régions du Septentrion et de l'Est du Cameroun 2018-2022 (RPBA), UE – Banque Mondiale – ONU (2017)
- Inter-Agency Mission to Far North, Mission report, OCHA (January 2022)
- Cameroun: Extrême-Nord, Rapport de situation, OCHA (1 février 2022), (5 avril 2022), (31 mai 2022)
- Cameroun: Extrême-Nord, Rapport de situation No. 17, OCHA (Décembre 2021), No. 20, OCHA (Mars 2022)
- Appui à la gestion participative des conflits communautaires dans le bassin du Lac Tchad et dans la vallée du Logone, ADESS (Février 2022)
- Lake Chad Basin – Socio-economic resilience in the shadow of Boko-Haram, Institute for Security Studies (March 2022)
- Lake Chad Regional Economic Memorandum, World Bank (2021)
- Document de projet du PBF, Fonds du Secrétaire Général pour la consolidation de la paix (2022)
- Le problème Arabes Choa – Kotoko au Cameroun : Essai d'analyse rétrospective à partir des affrontements de janvier 1992, Antoine Socpa (2002)
- Vulnérabilité dans les zones touchées par le conflit au Cameroun, Rapport d'étude, Friedrich Ebert Stiftung (juin 2020)
- Cameroon's community violence adds to Lake Chad Basin security woes, Institute for Security Studies (4 octobre 2021)
- Étude régionale de recherche – Bassin du lac Tchad : Soutenir la cohésion sociale par l'appui aux mécanismes endogènes de prévention, médiation et résolution de conflits ?, RESILAC (octobre 2020)
- Conflits et mécanismes de résolution des crises à l'Extrême-Nord du Cameroun, UNDP (2015)
- Étude socio anthropologique dans la région de l'Extrême-Nord, UNESCO
- Far-North Cameroon Emergency Fact Sheet, UNHCR (31 mai 2022)
- Renforcer les considérations de genre dans la réponse à la crise au Lac Tchad, PASAS (28 janvier 2021)
- Matrice de suivi des déplacements (DTM) – Cameroun – Région de l'Extrême-Nord, OIM (9-17 février 2022)
- Operation Update Report no. 1 – Cameroon: Population Movement in the Far North, ICRC (25 February 2022)
- Rapport d'analyse de protection pour la région de l'Extrême-Nord, Secteur protection (Février 2022)
- Regional Strategy for the stabilization, resilience and resilience of areas of the Lake Chad Basin affected by the Boko Haram crisis, Commission du Bassin du Lac Tchad, Union Africaine (May 2021)
- Dwindling rains in northern Cameroon spark conflict and displacement, UNHCR (10 November 2021)
- Dimensions genres du désengagement, de la dissociation, de la réintégration et de la réconciliation dans la région du bassin du Lac Tchad, OIM (2021)
- Évaluation conjointe des besoins en éducation, UNICEF (février 2021)
- Boko Haram dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun : L'arbre qui cache la forêt, IFRI (juin 2022)

Analyses sur le Cameroun :

- The impact of the Russia-Ukraine conflict on food security in Cameroon, WFP
- Cameroon Humanitarian Needs Overview 2022, OCHA (April 2022)
- Cameroon 2022 Humanitarian Response Plan, OCHA (April 2022)
- Décret fixant les modalités de règlement des litiges agro-pastoraux, Gouvernement camerounais (3 septembre 1978)
- Sécuriser davantage les pâturages au Cameroun, International Land Coalition (février 2017)
- Conflit intercommunautaire à l'échelle locale (CIEL), Irénées
- Sommet 2021 sur les systèmes alimentaires, République du Cameroun, Compte rendu officiel des concertations
- Child Risk and Impact Analysis Cameroon: Executive summary, UNICEF (2022)
- Cameroon – Humanitarian Bulletin – Issue N°28, OCHA (December 2021)

ANNEXE 5 : OÙ TROUVER L'INFORMATION ?

Cette liste est inspirée du [guide sur les solutions durables pour les personnes déplacées](#) :

- Bases de données de l’Institut National de la Statistique (INS) ;
- Plan de développement communal de la zone de convergence ;
- Analyses multi-sectorielles ;
- Analyses conduites par les différents Secteurs, les organisations des Nations Unies, les ONG internationales et nationales, le mouvement de la Croix-Rouge, la Banque Mondiale, la société civile au niveau de la zone de convergence (pour les analyses humanitaires : regarder sur [HumanitarianResponse](#) + base de données d’OCHA sur les enquêtes menées par les organisations dans les différentes zones) ;
- Rapports de situation et bulletins humanitaires d’OCHA ;
- Analyses rapides sur le genre ;
- Recherches académiques et analyses menées par les différents think-tanks ;
- Matrice de déplacement de l’OIM (Displacement Tracking Matrix (DTM) ;
- Enquêtes d’intention de retour et indice de stabilité de l’OIM ;
- Bilan commun de pays (Common Country Assessment CCA) ;
- Aperçu des besoins humanitaires/Plan de réponse humanitaire (HNO/HRP) ;
- Plan-Cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement Durable (UNSDCF) ;
- Stratégie pour le relèvement et la consolidation de la paix dans les régions du Septentrion et de l’Est du Cameroun 2018-2022 (RPBA) ;
- Plans d’action territoriaux (LCBC) (Extrême-Nord et Nord uniquement) ;
- Données du secteur privé dans la zone de convergence.

ANNEXE 6 : MATRICE DE LA STRATEGIE POUR LE RELEVEMENT ET LA CONSOLIDATION DE LA PAIX DANS LES REGIONS DU SEPTENTRION ET DE L'EST DU CAMEROUN (RPBA) 2018–2022

TABLEAU 2.1 : VUE D'ENSEMBLE DES FACTEURS DE VULNÉRABILITÉ STRUCTURELLE ET DE L'IMPACT DES CRISES

Facteurs	Impact des crises	Facteurs de vulnérabilité structurelle
Gouvernance	Départs de certains agents de l'État ; pression sur les services administratifs et services sociaux de base, avec cas de fermeture de certaines structures	Marginalisation des quatre régions ; processus de décentralisation inachevé avec investissements publics insuffisants ; retard dans les transferts budgétaires aux régions et faible capacité d'exécution (communes) ; manque d'inclusion, de participation à la prise de décision, de redevabilité et de transparence ; faiblesse du système judiciaire, des services sociaux de base et de l'état civil
Économiques	Destruction d'emplois ; limitation du commerce transfrontalier (couvre-feu, interruption partielle des marchés) ; diminution du tourisme ; fluctuation du prix des denrées de base	Pauvreté extrême et chronique ; enclavement avec insuffisance des infrastructures de réseau et connectivité limitée ; climat des affaires défavorable (prédominance de l'économie informelle, faiblesse du secteur privé) ; faible productivité, sous-emploi et manque de perspectives économiques ; insécurité foncière
Sociaux	Déplacements forcés avec augmentation des besoins humanitaires ; cas de radicalisation	Forte croissance démographique ; société fortement hiérarchisée ; exclusion des jeunes et fossé intergénérationnel ; insécurité alimentaire et nutritionnelle ; tensions ethno-religieuses
Sécuritaires	Attaques, attentats suicides et crimes graves (enlèvements, meurtres) ; crise de protection des déplacés dans un contexte d'insécurité croissante ; recrutement de jeunes par Boko Haram et rôle croissant des comités de vigilance	Présence limitée des forces de l'ordre ; frontières poreuses ; trafics illicites
Environnementaux	Pression sur les ressources locales (eau, bois de chauffe, halieutique, etc.)	Mouvements de population liés au changement climatique (désertification, sécheresse, inondation) ; pratiques dommageables à l'environnement avec dégradation des sols, déforestation, etc. ; mécanisme inapproprié d'affectation des terres